

*Questions orales*

**M. Crosbie:** Monsieur l'Orateur, que je plains ce pauvre président Carter! Juste comme il connaissait un regain de faveur, le voilà de nouveau condamné.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Crosbie:** Ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Le président de la Federal Reserve Board des États-Unis, M. William Miller, a déclaré que l'on révisait à la baisse les prévisions de croissance économique du pays, soit entre 2.5 et 3.5 p. 100 au lieu de 3 à 3.5 p. 100. D'ailleurs, à cause du resserrement du crédit mis en vigueur par la Federal Reserve Board il y a trois ou quatre jours, le taux d'escompte est maintenant passé à 9.5 p. 100.

Le ministre des Finances pourrait-il nous dire quelles sont ses prévisions en ce qui concerne notre croissance économique et jusqu'à quel point elle sera ralentie par le resserrement accru du crédit qu'il décrètera pour faire suite à celui des États-Unis? De combien de points notre taux de croissance tombera-t-il par rapport aux prévisions pour l'an prochain?

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je répondrai à cette question lorsque je présenterai le budget à la Chambre.

**M. Crosbie:** Monsieur l'Orateur, la plupart des économistes sont d'avis que pour qu'il y ait croissance réelle de l'économie canadienne l'an prochain, il faudra qu'il y ait accroissement de nos exportations.

Compte tenu du fait que la croissance de l'économie américaine diminuera l'an prochain et que les États-Unis sont notre principal acheteur, le ministre pourrait-il nous dire s'il s'attend toujours que nos exportations vont croître l'an prochain, étant donné les répercussions que cette politique restrictive pourrait avoir sur l'économie américaine?

[Français]

**M. Chrétien:** Monsieur le président, je répondrai à ces questions-là en détail quand je présenterai mon discours sur le budget.

\* \* \*

[Traduction]

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### LES PRÉTENDUS ENVOIS ILLÉGAUX DE MATÉRIEL MILITAIRE À L'AFRIQUE DU SUD—LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Hier soir, au cours de l'émission «Fifth Estate» présentée sur le réseau anglais de Radio-Canada, de graves allégations ont été faites au sujet de trois envois illégaux bien précis d'obus et autres munitions par la Space Research Corporation of Canada à l'Afrique du Sud, acheminés par d'autres pays. Comme on a rapporté que la GRC avait enquêté sur au moins une de ces allégations, le ministre peut-il dire à la Chambre quels sont les résultats de cette enquête?

● (1422)

**L'hon. J.-J. Blais (solliciteur général):** Monsieur l'Orateur, l'honorable représentant sait fort bien que, dans la pratique,

[M. Trudeau.]

passée et actuelle, les solliciteurs généraux évitent de faire des commentaires sur l'évolution d'une enquête qui est en cours, les réservant pour le moment où elle est terminée.

#### L'EXPORTATION VERS L'ESPAGNE DE FOURNITURES MILITAIRES

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, puisque le ministre du Revenu national est à l'autre endroit, je devrai poser la question suivante au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme le gouvernement du Canada a autorisé cette année l'envoi d'obus au gouvernement d'Espagne—cela, j'ai l'impression qu'on ne peut le mettre en doute—le ministre peut-il dire à la Chambre si le gouvernement s'est assuré qu'en fait le gouvernement espagnol les avaient commandés avant d'accorder le permis d'exportation?

**L'hon. Jack H. Horner (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, je doute vraiment qu'il convienne de traiter de cette question à la Chambre des communes. Comme le solliciteur général l'a signalé, l'affaire fait actuellement l'objet d'une enquête que nous voulons la plus fructueuse possible.

**M. Broadbent:** Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Il faudra bien qu'à un moment où l'autre, on nous parle de cette affaire très grave à la Chambre. Aussi, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il s'agit là d'accusations d'une gravité extrême et une telle affaire pourrait donner lieu à de lourdes pénalités. Par ailleurs, ces affirmations pourraient ébranler la confiance des autres pays à l'égard du Canada, pour ce qui est du respect des accord internationaux. Aussi, le ministre peut-il garantir à la Chambre qu'il donnera une explication détaillée à propos de ces graves affirmations étant donné les responsabilités qu'il a vis-à-vis des pays étrangers et du Canada?

**L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Oui, je peux le garantir monsieur l'Orateur. On est en train d'enquêter; je pense que mes collègues l'ont déjà dit. Je tiens toutefois à préciser que cette enquête n'a pas été provoquée par ces insinuations car elles ont été faites tout récemment. On a parlé de cette affaire pour la première fois il y a quelques mois, à l'occasion de la visite de M. Nkomo. C'est alors que l'enquête a été lancée. Nous n'avons reçu aucun rapport officiel jusqu'à présent et je n'ai pas eu de nouvelles mais le gouvernement ne manquera certainement pas de veiller à ce que l'on prenne toutes les précautions possibles pour qu'aucun envoi ne soit détourné vers l'Afrique du Sud. Si quelque chose n'a pas marché, nous nous en occuperons. Dès que j'aurai des nouvelles, j'en parlerai à la Chambre.

**M. Elmer M. MacKay (Central Nova):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de la Défense nationale sur ce point très important. Il se souviendra qu'il y a quelques mois, je lui ai très précisément demandé dans quelle condition se trouvait la Space Research Corporation et il m'a assuré par lettre qu'à sa connaissance cette société était parfaitement en règle. Je voudrais qu'il me dise aujourd'hui si cette réponse est toujours valable étant donné les questions qui ont été soulevées et les faits nouveaux qu'on a récemment découverts.